Le printemps marocain oublié

Même si les médias en parlent peu, le Mouvement du 20 février secoue le royaume du Maroc depuis le début de 2011.

OSIRE GLACIER

Dès le printemps arabe en Tunisie et en Égypte, des jeunes marocains ont initié un forum de discussions sur Facebook, portant sur la situation politique et socio-économique du Maroc. Ces discussions ont révélé que la nouvelle génération marocaine vivait une grande insatisfaction devant la corruption des élites de l'État, le clientélisme des fonctionnaires, les violations quotidiennes des droits fondamentaux et les inégalités dans l'accès à l'éducation, aux soins de santé et au monde du travail. Dès lors, les «facebookiens» ont décidé de s'unir autour d'un projet de société commun: l'avènement d'un

Mouvement du 20 février, Rabat

système démocratique au Maroc. C'est ainsi que le Mouvement du 20 février a vu le jour. Une vidéo a circulé dans les médias sociaux, appelant les citoyens à manifester le 20 février 2011 pour exiger, entre autres, la dissolution du gouvernement actuel; la séparation des pouvoirs judiciaire, exécutif et législatif; des changements constitutionnels qui garantiraient les droits et libertés des citoyens; la libération des détenus politiques; la fermeture des centres de détention secrets et l'inculpation des responsables d'actes de torture ainsi que des élites de l'État qui se sont enrichies à force de corruption et de dilapidation des ressources économiques et financières du pays.

À la date fixée, des dizaines de milliers de manifestants déferlent dans les rues de cent vingt villes et villages du royaume, montrant que l'appel des jeunes a eu un grand écho au sein de la société marocaine. Le mouvement compte autant de jeunes femmes que de jeunes hommes. Et pour l'une des premières fois dans l'histoire politique du Maroc contemporain, les protestataires n'arborent aucune enseigne qui pourrait identifier une quelconque formation politique, signifiant par là que la démocratie est la cause commune qui les unit les uns aux autres.

Le Mouvement n'a fait que s'amplifier depuis, bénéficiant du soutien inconditionnel de la société civile, des partis politiques et des habitants de nombreux quartiers populaires. Il faut dire que les «facebookiens» déploient toute leur ingéniosité pour favoriser l'avènement de la démocratie au Maroc. Ils distribuent même des roses à ceux qui les brutalisent à coups de matraque dans des manifestations, comme celles organisées du 13 au 20 mars, signifiant par là que les forces de l'ordre font partie du peuple et que la démocratie les concerne également.

Devant l'amplification du mouvement, le gouvernement a tenté de récupérer les protestataires, en initiant une série de négociations avec des syndicats et des associations. C'est dans ce contexte que 4000 emplois ont été octroyés aux membres de l'Association nationale des diplômés chômeurs du Maroc et que le roi Mohammed VI a promis une réforme constitutionnelle globale, créant une commission à cet effet. Mais comme ses membres n'ont pas été élus par les citoyens, le Mouvement du 20 février a considéré que sa requête démocratique n'avait pas été entendue et a poursuivi ses manifestations. Celles-ci sont vite devenues une menace sérieuse pour la classe dirigeante, car elles transcendent la division habituelle entre la gauche et les islamistes et unifient les forces populaires autour d'un projet démocratique commun.

La répression sauvage a commencé à s'abattre sur le mouvement lors de la manifestation du 15 mai, devant le centre de détention secret de Témara – récemment dévoilé sur Internet. Désormais, avec les réformes constitutionnelles en trompe l'œil du 17 juin et le référendum bidon qui les entérine à 98,5 %, la vraie lutte a commencé. Des manifestations ont lieu un peu partout au Maroc cet automne, qui promet d'être chaud.

La démocratie parviendra-t-elle à triompher quand les uns luttent en marchant pacifiquement, pendant que les autres les répriment à coups de matraque, d'arrestations, d'actes d'intimidation, de harcèlement, de menaces de mort... et d'une condamnation au silence dans les médias nationaux et internationaux? Il faut briser ce silence, ce pourquoi des comités de soutien au mouvement ont vu le jour dans plusieurs villes européennes et nord-américaines, dont Montréal.

Les exemples de la Tunisie et de l'Égypte montrent qu'avec de la détermination, les peuples peuvent venir à bout des pires tyrans. ●